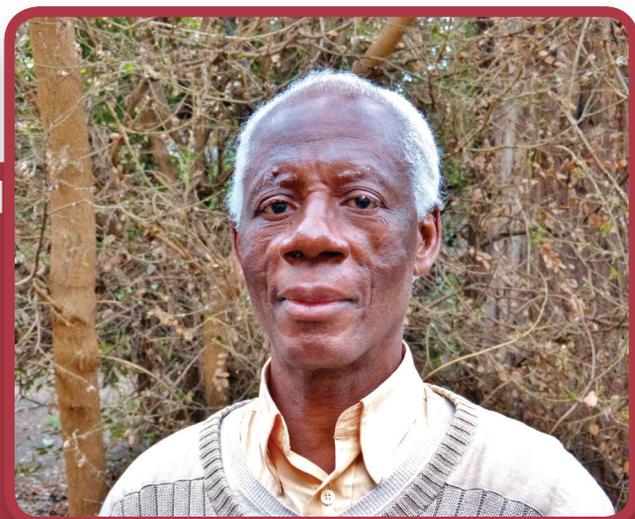


Martin Edzodzomo-Ela

Une « parole » pour un État républicain, démocratique et social en Afrique noire

Tome 3



Les impliqués
Éditeur 

Les Impliqués Éditeur

Structure éditoriale récente fondée par L'Harmattan, Les Impliqués Éditeur a pour ambition de proposer au public des ouvrages de tous horizons, essentiellement dans les domaines des sciences humaines et de la création littéraire.

Déjà parus

Donnelly (Marion), *La rivière*, roman, 2015.

Carrère (Pascal), *Les tribulations d'un négociant en pierres précieuses*, récit, 2015.

Flohic (François), Michel (Bernard-François), *Charles de Gaulle, dernier roi des Francs*, essai, 2015.

Gilles (Claude), *Porteur d'espoir*, récit, 2015.

Blaise (Mario), *Histoires de migrants*, récit, 2014.

Peyrat (Jean-Michel), *Rhapsodie pour une ombre*, roman, 2014.

Thuillier (Alain), *Coutumes et récits face à la mondialisation*, essai, 2014.

Hombart (Jean-Claude), *Naufragée de la dictature*, récit, 2014.

Castellani (Robert-Noël), *Vers l'apocalypse*, essai, 2014.

Rabesahala-Randriamananoro (Charlotte), *La religion malgache ancestrale pratiquée*, essai, 2014.



Ces dix derniers titres de ce secteur sont classés par ordre chronologique en commençant par le plus récent.
La liste complète des parutions, avec une courte présentation du contenu des ouvrages, peut être consultée sur le site :
www.lesimpliques.fr

UNE « PAROLE » POUR UN ETAT
REPUBLICAIN, DEMOCRATIQUE
ET SOCIAL EN AFRIQUE NOIRE

© Les impliqués Éditeur, 2015
21 bis, rue des écoles, 75005 Paris

www.lesimpliques.fr
contact@lesimpliques.fr

ISBN : 978-2-336-30379-6
EAN : 9782336303796

Martin Edzodzomo-Ela

Une « parole » pour un État
républicain, démocratique
et social en Afrique noire

*

Tome 3

Les impliqués Éditeur

DU MÊME AUTEUR

De la démocratie au Gabon, Karthala, Paris, 1993.

Mon projet pour le Gabon. Comment redresser un pays ruiné par trois décennies de mauvaise gestion, Karthala, Paris, 2000.

J'étais à mon poste, et je me tenais sur la tour ; je veillais, pour voir ce que l'Éternel me dirait, et ce que je répliquerais après ma plainte.

L'Éternel m'adressa la parole, et il dit : écris la prophétie : grave-la sur des tables, afin qu'on la lise couramment.

Car c'est une prophétie dont le temps est déjà fixé, elle marche vers son terme, et elle ne mentira pas ; si elle tarde, attends-la, car elle s'accomplira, elle s'accomplira certainement.

Habaquq, chapitre 2

TROISIÈME PAROLE

QUE FAIRE POUR MAÎTRISER NOTRE DESTIN ?

La politique. Qu'est-ce que la politique ?

La politique serait diabolique

On pourrait en effet dire que la politique est diabolique, au sens premier du mot. En effet, parmi les trois tentations que le Christ a affrontées au désert se trouve celle du pouvoir politique. Le diable emmène Jésus sur une haute montagne et lui dit : « *Je te donnerai tout ce pouvoir et la gloire de ces royaumes car elle m'a été remise et je la donne à qui je veux. Si tu te prosternes devant moi, elle sera pour toi.* »

Dire que le pouvoir politique est diabolique, c'est dire qu'il est une « puissance spirituelle » qui influence tout individu plus que ce que nous voulons l'avouer. Notre rapport au pouvoir politique n'est pas transparent, nous sommes travaillés de l'intérieur par un rapport contradictoire avec le pouvoir politique et son désir de domination.

Le pouvoir politique a une logique qui conduit à perdre ce pour quoi il est fait (le service du bien) pour ne chercher qu'à augmenter ses prérogatives de puissance de domination. Il nous suffit de regarder l'actualité politique des pays africains donc le nôtre, pour voir plusieurs exemples d'hommes qui s'accrochent au pouvoir pour conserver des prérogatives et des droits indûment acquis, et non pour être au service de la communauté.

Dans la Bible cette « puissance spirituelle » majeure porte deux noms : le diable, *diabolos*, qui est étymologiquement celui qui divise, qui désunit ; et le Satan, qui signifie l'accusateur. Il est facile de relire notre actualité politique sous le registre de la division et de l'accusation.

De ce point de vue, la politique serait le lieu de la division, de l'accusation, de la domination, de la fin qui justifie les moyens. D'où

une certaine idée qui s'est répandue, à savoir que la politique serait diabolique.

La finalité de la politique

Pour le grand écrivain russe ; Soljenitsyne : *« Nul ne peut ignorer la politique tant elle régit la vie commune et la chose publique.- Pour les gens qui ne connaissent pas de sphère supérieure, le pouvoir est un poison cadavérique. Rien ne peut les sauver de sa contagion. »*

En effet, la politique est une œuvre collective, permanente, une grande aventure humaine. Elle a des dimensions sans cesse nouvelles et élargies. Elle concerne à la fois la vie quotidienne et le destin de l'humanité à tous les niveaux. L'image qu'elle a dans notre société (la société gabonaise) a besoin d'être revalorisée. Elle est une activité noble et difficile. Les hommes et les femmes qui s'y engagent, ainsi que tous ceux et celles qui veulent contribuer au « vivre ensemble », méritent notre encouragement. Ainsi la politique a une finalité.

Nous affirmons que la politique est essentielle. Une société qui la mésestime se met en péril. Il est urgent de la réhabiliter et de repenser en tous domaines (éducation, famille, économie, écologie, culture, santé, protection sociale, justice...) un rapport actif et valorisant entre la politique et la vie quotidienne des citoyens dans notre pays.

Réaliser le vivre ensemble

La politique a en effet comme ambition de réaliser le « vivre ensemble » de personnes et de groupes qui, sans elle, resteraient étrangers les uns des autres. « Ceux qui soupçonnent la politique d'infamie s'en font une idée courte... L'action politique a un fantastique enjeu : tendre vers une société dans laquelle chaque être humain reconnaîtrait en n'importe quel autre être humain son frère et le traiterait comme tel. »

Poursuivre le bien commun

L'organisation politique existe par et pour le bien commun, lequel est plus que la somme des intérêts particuliers, individuels ou collectifs, souvent contradictoires entre eux. Elle « comprend l'ensemble des conditions de vie sociale qui permettent aux hommes, aux familles et aux groupements de s'accomplir plus complètement et plus facilement ». Aussi doit-elle être l'objet d'une recherche

inlassable de ce qui sert au plus grand nombre, de ce qui permet d'améliorer la condition des plus démunis et des plus faibles. Elle se doit de prendre en compte non seulement l'intérêt des générations actuelles, mais également, dans la perspective d'un développement durable, celui des générations futures.

Maîtriser la violence

La violence est au cœur de la condition humaine. L'un des buts de la politique est de la maîtriser partout où elle est présente : délinquance, criminalité, injustice flagrante, conflit d'intérêt, guerre renaissante, menace pour la paix intérieure ou extérieure. Afin de sortir de l'animalité de la violence brute, la politique réserve à l'Etat le monopole de la contrainte physique légitime et contrôlée. Elle cherche à substituer à cette violence individuelle le droit et la parole. Elle met en place des institutions et des procédures de médiation qui préservent l'homme lui-même de ses propres dérives, en particulier en cherchant un juste équilibre entre pouvoir judiciaire et pouvoir politique, pour assurer la liberté de chaque citoyen.

Ainsi pourront vivre ensemble et se reconnaître comme êtres égaux et différents, dans la sécurité assurée, des citoyens et des citoyennes que distinguent, et souvent opposent, le sexe, l'âge, la classe sociale, l'origine, la culture, les croyances. La politique est en quelque sorte « englobant majeur » des différents secteurs de la vie en société : économie, vie de famille, culture, environnement. Elle est en tout, mais n'est pas tout. On tomberait vite dans le totalitarisme si l'Etat prétendait assumer la charge directe de l'ensemble des activités quotidiennes. Le mobile de l'action politique se nourrit d'une posture de compréhension. La politique devient alors une culture. De la culture : un savoir, changer le cours des choses sans que personne ait été humilié. C'est pourquoi, il faut valoriser la politique !

Valoriser la politique

La noblesse de l'engagement politique est indéniable. Les abus qui existent ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt de tous ceux qui, animés par le souci de la justice et de la solidarité, se dépensent pour le bien commun et conçoivent leur activité comme un service et non comme un moyen de satisfaire leur ambition personnelle. Dénoncer la corruption, ce n'est pas condamner la politique dans son ensemble, ni justifier le scepticisme et l'absentéisme à l'égard de l'action politique.

Dans les sociétés contemporaines, le vivre ensemble, qui est l'ambition de l'organisation politique, se définit de plus en plus sous l'idéal démocratique. En effet, les sociétés humaines ont toujours aspiré à atteindre un niveau supérieur de civilisation. Un tel résultat dépend certes des connaissances et des techniques qui permettent aux hommes de maîtriser leur milieu physique, mais il dépend avant tout des valeurs en fonction desquelles les hommes choisissent de vivre. Ce qui caractérise une civilisation, ce sont les valeurs que les hommes choisissent, c'est le succès ou l'échec dans leur effort pour les atteindre. Dans cette démarche, le gouvernement qui est l'émanation de l'organisation politique d'une nation joue un rôle central et nécessaire. Le dessein fondamental de l'Etat est d'ordre moral : contribuer à la civilisation humaine à travers l'activité politique. C'est alors que la politique doit être d'essence démocratique.

En Afrique noire, c'est la politique du ventre

La politique du ventre, autrement dit : « la possibilité d'acquérir la richesse et le prestige, d'être capable d'en distribuer les bénéfices sous la forme d'emplois, de contrats, de bourses, de dons d'argent, etc., à ses parents et à ses alliés politiques ».

L'expression même de « politique du ventre » est riche de plusieurs significations qu'il convient de ne pas méconnaître. Elle indique au premier chef les situations de pénurie alimentaire qui continuent de prévaloir en Afrique. Se nourrir reste fréquemment un problème, une difficulté, une inquiétude. Le plus souvent, néanmoins, le terme de « manger » désigne des envies et des pratiques autres qu'alimentaire. Avant tout, les activités d'accumulation, qui ouvrent la voie à l'ascension sociale et permettent au détenteur de la position de pouvoir de « se mettre debout ». C'est ainsi qu'il n'est guère envisageable que les femmes soient absentes de ce manège puisque dans maintes sociétés anciennes, elles étaient « la substance même de la richesse ». La politique du ventre est aussi celle du marivaudage, ce que l'on appelle le « deuxième bureau », et les maîtresses sont l'un des rouages de l'État postcolonial. Le « ventre », c'est simultanément la corpulence qu'il est bon d'arborer dès lors que l'on est un puissant. C'est aussi le lignage qui demeure une réalité sociale très présente et non dénouée d'effets politiques à l'échelle nationale. C'est enfin, de manière plus suspecte, la localisation des forces de l'invisible dont la maîtrise est indispensable à la conquête et à l'exercice du pouvoir : la manducation peut être symbolique et assassine sous la forme

dramatique mais quotidienne de la sorcellerie. La politique du ventre institutionnalise le « Patrimonialisme et la domination patrimoniale ».

Dans *la Condition de l'homme moderne* (1958), Hannah Arendt analyse le nouveau modèle de « vie active », qui s'est imposé contre le modèle « contemplatif », en développant des valeurs fondées sur « le travail, l'œuvre et l'action », et en contribuant à occulter les anciens repères inscrits dans la tradition. Poursuivant son entreprise de reconstruction du processus historique conduisant au totalitarisme, elle souligne le contraste apparu entre le type idéal de la communauté politique (le poli grec du temps de Périclès) et la décadence de l'action politique dans la pensée occidentale contemporaine.

La politique comme vocation

L'une des sources de la modernité politique a été classiquement rapportée, non seulement à la réaffirmation par Machiavel de l'être politique de l'homme, mais à ce mouvement qu'on appelle « l'humanisme civique » et qui est né dans l'Italie de la Renaissance : il définit l'homme comme un être essentiellement politique qui ne peut accomplir l'excellence de sa nature que dans le « vivre-ensemble », autrement dit dans sa condition de citoyen. Redécouvrant la *vita activa* (*le vivre civile*) et la dignité d'agir, l'humanisme civique s'inscrit en réaction contre le primat de la vie contemplative (théorétique) propre au christianisme et à la scolastique médiévale. Pour les peseurs de la Renaissance, le *cosmos* antique et l'ordre médiéval hiérarchisé se sont effondrés, il n'est plus question d'inscrire la *polis* dans l'ordre des communautés naturelles. Il reste alors que l'idée que l'homme est foncièrement un être politique dont la vocation est d'actualiser sa nature dans la participation active aux affaires de la cité. Cet affrontement avec la contingence prend chez des peseurs comme Machiavel, la forme d'un rapport de la *vertù* (la vertu politique) à la nécessité. L'acteur politique est aux prises avec la nécessité.

Traversé par l'un des versants de la sécurisation – celui qui affranchit la cité terrestre de l'ordre naturel –, ce geste de refondation propre à l'humanisme civique renaissant est incontestablement l'une des sources majeures de la modernité. On peut donc émettre l'hypothèse que, devenu auteur et responsable de sa propre histoire, l'homme s'assigne pour tâche d'œuvrer politiquement à la révélation de la vérité de l'ici-bas, autrement dit à la réformation radicale de ce monde. Ce qui amène à considérer une autre filiation et un autre mode

de la conscience civique, issus essentiellement de la Réforme protestante plus que de la tradition du catholicisme.

On sait que Max Weber, dans son ouvrage *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, a vu dans l'éthique protestante les racines et les fondements d'un ascétisme séculier propre à la rationalité économique du monde moderne. L'éthique protestante est une voie de salut orientée vers l'ici-bas : elle met en œuvre l'idée que le service de Dieu s'accomplit avant tout dans les affaires temporelles, qu'il « constitue l'activité morale la plus haute que l'homme puisse s'assigner ici-bas ». L'activité quotidienne peut aussi revêtir une signification religieuse si elle s'accomplit au service de Dieu et pour sa plus grande gloire. Elle devient alors *vocation*. La notion de *Beruf* chez Luther – ce que traduit encore plus clairement le terme anglais *calling* – associe l'idée de « tâche » à celle de « vocation » : l'activité quotidienne est une « tâche imposée par Dieu ». Et donc l'unique moyen de mener une vie agréable à Dieu n'est pas de dépasser les activités de la vie séculière par une ascèse monastique (qui signifie le retrait hors du monde et la suprématie de la vie contemplative), mais d'« accomplir dans le monde les devoirs correspondant à la place que l'existence assigne à l'individu dans la société ». C'est ainsi que se conjuguent le service du Dieu et la réhabilitation de l'activité terrestre. En développant un véritable *activisme* de la tâche à accomplir, le calvinisme et le puritanisme anglo-saxon ont enraciné et renforcé cette orientation vers le monde d'ici-bas. Surgit alors, à la place de l'humble pécheur repentant, la figure capitale du « saint » conscient de lui-même parce qu'il trouve sa certitude dans l'activité temporelle accomplie sans relâche pour la plus grande gloire de Dieu. L'action naît de la foi, mais la foi en retour, légitime l'action.

Avec la perspective wébérienne, il faut également s'interroger sur le versant politique de l'ascétisme séculier : la politique moderne s'invente aussi à partir de ce point de départ qu'est la vertu ascétique calviniste et puritaine. On peut donc voir dans la « sainteté » calviniste et puritaine la source d'un activisme politique propre à la modernité : à savoir la volonté de transformer le monde au nom de Dieu. Cette *réformation* radicale, qui implique une conception de la politique comme « travail en commun » et « œuvre sainte », promeut elle aussi l'existence séculière (*la vita activa*) au rang d'entreprise créatrice. A l'action politique – c'est-à-dire au devoir que Dieu prescrit –, « les saints ont à la fois le privilège et l'obligation de participer ». Ils sont « responsables du monde où ils vivent [...] et ils ont surtout la responsabilité de réformer en permanence » (Michael Walzer, *La*

révolution des saints, Belin 1987, p. 26). La politique - activité collective qui tend à exclure les passions privées telles que l'ambition personnelle ou le calcul individuel - s'affirme à la fois comme poursuite d'une fin religieuse et comme « travail ». Travail persévérant et fervent : ni déchéance mondaine ni distraction aristocratique. Le zèle puritain impose aux « saints » une nouvelle discipline collective à l'instar de celle qui régit une armée rigoureusement organisée. Il requiert la maîtrise de soi, l'obéissance volontaire et raisonnée, l'engagement systématique et constamment renouvelé. La politique comme œuvre sainte, la passion collective du (re)commencement, l'instauration d'une éthique politique fondée sur la continuité du zèle et la rigidité d'une discipline mentale et morale ont partie liée avec l'idée moderne de révolution à laquelle le puritain calviniste et tous les chrétiens doivent se voir engagés dorénavant. La révolution est ici d'abord une réforme ou, si l'on préfère, une réformation : elle peut - et elle doit - transformer la nature et changer l'homme. Elle peut - et elle doit - le *régénérer*. Non seulement la « sainteté » calviniste et puritaine engage la politique dans la voie de l'espérance du salut temporel - elle acquiert un pouvoir de salut et en même temps elle sauve ceux qui la font -, mais elle fait se télescoper les deux eschatologies que saint Augustin avait pris soin de distinguer. Car les espérances que propose la « sainteté » calviniste et puritaine révolutionnaire ne se limitent pas à l'horizon du siècle : elle rend illimité l'avenir. Elles dilatent à l'infini l'horizon d'attente et donnent à l'homme le pouvoir de se produire lui-même en réalisant sur terre l'œuvre de Dieu. Cette idée que la Révolution ouvre un temps nouveau à l'histoire signifie à la fois que notre humanité se fait l'agent d'elle-même et qu'elle se promet un accomplissement dont le contenu « *supra* » ou « *méta* » politique est indéfiniment reculé dans l'avenir. Avec la perspective wébérienne, il faut également s'interroger sur le versant politique de l'ascétisme séculier : la politique moderne s'invente aussi à partir de ce point de départ qu'est la vertu ascétique calviniste et puritaine. On a donc dû voir dans la « sainteté » calviniste et puritaine la source d'un activisme politique propre à la modernité.

Politique morale et éthique

On parle de morale et d'éthique. En réalité, à l'origine, les deux termes signifiaient la même chose. L'usage, l'habitude, la coutume (*mos, mores* en latin, *ethos, ethores* en grec). Mais la langue a évolué au cours des siècles depuis les époques hellénique et latine.

Aujourd'hui, du moins dans l'assertion française de ces deux concepts, on en est arrivé à se référer davantage à la distinction proposée par le philosophe Paul Ricœur.

Pour le philosophe français, la morale est un ensemble de normes, de règles, d'obligations et d'interdits qui structurent la vie du groupe et permettent donc de vivre en société. L'éthique pour sa part, est la visée d'une vie bonne, avec et pour les autres, dans des institutions justes.

La morale en référence à Kant est donc « déontologique » (elle définit des devoirs). Tandis que l'éthique en référence à Aristote, est « téléologique » (elle exprime une finalité, un horizon vers lequel nous marchons ; « la vie bonne »).

Pour Ricœur, l'éthique a la primauté sur la morale, mais chacune des deux a besoin de l'autre et s'en nourrit. Il est nécessaire pour la visée éthique de passer par le crible de la norme morale, concrète, réaliste ; de même qu'il est légitime pour la morale de s'inscrire dans une perspective éthique idéale. Ethique et morale entretiennent entre elles une relation dialectique.

Politique et éthique

L'objectif de la politique est d'organiser au mieux la convivialité sociale, afin que chacun puisse choisir ce qui lui convient.

L'éthique, rappelons-le, renvoi à l'art de choisir ce qui convient le mieux pour le vivre ensemble, autrement dit pour le mieux possible de la vie en société. Comme on ne peut vivre isolé, une personne qui a le souci éthique ne peut se désintéresser de la politique. L'éthique et la politique sont étroitement liées. Ils ont des points communs et des rapports. Leur finalité est la même : dans les deux cas, il s'agit d'un bien vivre sociétale. Ce lien étroit montre la nature du rapport de la politique et de l'éthique.

Relevons cependant que, si éthique et politique sont certes liées par leur fin, elles restent distinctes dans leurs fonctions et leurs moyens. Pour la politique, il s'agit d'exercer au mieux la pouvoir. L'éthique consiste à discerner la rectitude des conduites. C'est ce que le philosophe Paul Ricœur nomme la « visée éthique », la visée de la vie bonne avec autrui dans des institutions justes.

Pour les vœux aux Français pour l'année 1995 ; le Président français François Mitterrand dit :

Pour le [Contexte général] « *Nul n'est à l'abri du malheur et (...) le premier devoir de ceux qui ont la chance d'être épargnés est de se*

montrer, plus encore, solidaires de ceux que frappe le destin. Cette leçon vaut pour tout.

Sur le plan international où de nombreux peuples sont soumis aux horreurs de la guerre civile et de l'oppression étrangère. (...)

Sur le plan national, où s'accroît le Français sans abri, victimes du chômage, de la pauvreté, de l'exclusion. C'est un discours, me direz-vous que tout le monde tient aujourd'hui...

[Un problème de société]... « La croissance n'est plus une fin en soi. Elle doit être l'instrument d'une répartition plus équitable des richesses créées par tous et pour tous.(...) La lutte contre les injustices (...) on n'y parviendra que si employeurs et salariés parlent entre eux, que s'ils engagent le dialogue, que si le gouvernement les y encourage, que si tous se décident à négocier ensemble des choses de leur vie. Pourquoi la discussion sur un nouveau contrat social pour l'emploi est-elle ainsi bloquée ?(...)

[Des vœux pour 1995]... « Deux recommandations. La première : ne dissociez jamais la liberté et l'égalité. Ce sont des idéaux difficiles à atteindre, mais qui sont à la base de toutes les démocraties. La seconde : ne séparez jamais la grandeur de la France de la construction de l'Europe. C'est notre nouvelle dimension et notre ambition pour le siècle prochain. (...)

[Élection présidentielle]... « Je souhaite vivement que ce soit l'occasion d'un vrai, d'un grand débat sur tous les sujets y compris les règles morales de notre vie publique et le rôle et les limites des divers pouvoirs¹

Avec ce message du nouvel an 1995 du Président français à ses concitoyens, nous sommes d'emblée sur le terrain de la morale politique. Et ces paroles de François Mitterrand portent une vérité de portée universelle, qu'elles concernent entièrement à notre pays, et aux acteurs de notre vie politique en cette période.

Quand le président français parle de devoir, de la leçon des idéaux des règles morales, nous nous trouvons assurément sur le terrain de la visée éthique de la politique.

C'est ainsi que, lorsque nous parlons de solidarité, d'équité, et que nous affirmons notre attachement à la lutte contre l'injustice, la corruption, à la liberté et à l'égalité, nous nous référons à l'éthique. Nous faisons appel à la considération de la valeur éthique dans l'engagement et l'action politique. C'est ce que l'on nomme la morale publique. Celle-ci porte sur la manière de promouvoir le « vivre bien

¹ Journal *Le Monde*, 3 janvier 1995 : extrait.

ensemble », et se projette à l'éthique politique sur la volonté commune de « vivre bien » dans notre pays.

Démocratie ou mammoncratie ?

(Quand l'argent devient Mammon, puissance à laquelle on se confie).

(L'argent nous hypnotise en nous demandant de lui faire confiance en toute chose ! La Parole biblique corroborée par l'actualité nous invite à déconstruire cette fascination).

La Bible nous donne un éventail de six puissances mauvaises – Mammon, le prince de ce monde, le prince du mensonge, le Satan, le diablo et la mort. On peut faire une remarque à leur sujet. Quand on les compare, elles sont toutes caractérisées par leur fonction : l'argent, le pouvoir, le mensonge, l'accusation, la division, la destruction. Ces puissances mauvaises visent en premier chef cet homme particulier que Dieu choisit, celui à qui Dieu révèle son amour en Jésus-Christ (le chrétien), et la réunion de ces hommes. La concentration des efforts de ces puissances mauvaises s'effectue particulièrement là où la grâce et l'amour de Dieu se sont exprimé le mieux.

L'argent, (dont la finance, la richesse matérielle) est devenu une puissance qui nous tient, qui nous asservit. Jésus parlait à cet égard de Mammon. Ce terme araméen signifie « richesse, fortune », mais avec une connotation d'emprise de pouvoir ; au sens d'une force qui nous possède ! Mammon correspondait donc à la richesse comme la puissance à laquelle on se confie, et c'est là justement que résiderait le piège : en nous confiant à elle, nous devenons dépendants. Elle devient notre maîtresse, notre dieu. Or : « Nul ne peut servir deux maîtres », dit Jésus, marquant ainsi une alternative claire : on ne peut servir Dieu et Mammon en même temps.

Mammon, l'argent qui impose, comme loi des relations, l'échange, la vente, rien pour rien, tout se paie, tout s'achète. L'argent a plus tué d'âmes que le fer n'a tué de corps.

Le prince de ce monde. Le monde n'est au Seigneur que dans le discernement et la foi et dans l'éloignement. Qui sont les possesseurs du monde ? L'homme, et le prince de ce monde qui dispose de tous les royaumes de la terre : les classes dirigeantes, tous les « squatter » qui apparaissent comme les maîtres. Ce n'est pas aux chrétiens que nous apprendrons le rôle néfaste que joua l'argent (trente pièces d'argent) dans la trahison du Christ. Ils doivent savoir en conscience que chaque fois qu'ils font jouer la puissance de l'argent là où la grâce aurait dû

être : le choix à une fonction électorale, problème de conscience par excellence est monnayé par ceux qui achètent et vendent les consciences des hommes, il devient une âpre conquête, une possession des âmes et une obsession dans la société pervertie par cette puissance de Mammon qui, attend patiemment que la foi défaille comme avec Judas l'Ischariote.

Le système féodal : la démocratie formelle de type occidentale

Dans ce système, un candidat à la présidentielle doit disposer, d'un potentiel de campagne, d'un réseau de militants ou plutôt d'élus de tous poils : députés, conseillers des collectivités et autres maires de grandes villes.

Ce système est calqué sur le modèle féodal : fidélité et protection (voir le système Bongo). ... Comme les débats d'idées n'ont plus beaucoup de sens, pour ne pas dire qu'ils sont inexistantes, la gestion des hommes, le reclassement des parents, fidèles vassaux constitue une question clé, l'enjeu central du système actuel de l'UMP et du pseudo multipartite dans notre pays. Bien entendu, la créativité, l'innovation, la prise de risques n'ont plus guère de place dans cette concurrence entre des écuries construites sur le même modèle, et faisant allégeance au même maître. C'est ainsi que, la qualité du cheval de tête ne peut pallier la médiocrité moyenne produite par le système, l'arrivisme et parfois la course à la corruption pure et simple. Cette qualité du leader ne suffit pas à résorber la coupure entre les citoyens et les dirigeants

Celui qui revendique l'ambition suprême dans ce système, s'entoure d'une cour de conseillers, de chef de réseaux, d'hommes de main capables de faire régner la discipline, d'hommes de coups indispensables pour utiliser les créneaux médiatiques, mais aussi d'intellectuels (ces idiots utiles).

La richesse de cette cour est considérée comme un gage de succès. Ce phénomène de cour est déplorable : au lieu de créer des liens avec la population et de susciter des vrais débats, pluralistes et contradictoires, il constitue plutôt un écran, des coteries, des miroirs, autant d'instruments qui isolent le dirigeant, le flattent et renforcent son égocentrisme. A se voir ainsi sans ride, toujours brillant et séduisant, il court le risque de flotter comme un somnambule sur une réalité qu'il ne connaît plus.